

## 8 – Échange entre les participants Rencontre du 10 mars 2024

### **Mathilde Malenfant :**

Pour ces projets immersifs ce qui serait intéressant ce serait qu'un projet sur l'hôpital ne se passe pas à l'hôpital. Le projet sur l'hôpital à l'hôpital, ça se fait déjà même si le contenu n'est pas le même. Et les personnes passent devant sans trop les regarder, ce qui ne dit rien de leur valeur, mais de leur mise en lumière.

### **V. (Professeur de philosophie) :**

Qu'est-ce qui se fait déjà à l'hôpital ? Ça ne me parle pas.

### **Alexandra Gal :**

Parfois il y a des expositions qui sont mises à disposition dans l'espace public de l'hôpital. Des expositions de photos, de travaux artistiques des patients. Il y a pas mal de concerts aussi mais qui sont plutôt à destination des résidents que des visiteurs ou des professionnels. Mais pour ce qui est mis à disposition notamment des professionnels, très souvent ils passent devant sans vraiment voir.

### **Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Ils ne sont pas venus pour ça.

### **Alexandra Gal :**

Non, ils ne sont pas venus pour ça. Et donc il y a quelque chose à réfléchir. Comment les interpeller.

### **Mathilde Malenfant :**

Donc ce serait de continuer avec la démarche inter-professionnelle de l'Appel des appels en amenant un projet sur l'hôpital dans un lieu d'éducation, sur l'éducation dans un lieu de justice, sur la justice à l'hôpital etc. ou dans des appartements.

### **Alexandra Gal :**

Chaque événement à l'hôpital est annoncé aux soignants mais c'est toute une histoire pour les sortir de leur charge de travail. Ils répondent que ce n'est pas possible. Comment les mobiliser pour qu'ils se sentent concernés ? Et reconnus ?

### **Mathilde Malenfant :**

Ce que tu dis rejoint cette histoire de travailler sur les problématiques immédiates des personnes en présence c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de changer le monde tout de suite, il s'agit, en multipliant ces petites formes, de ramener un questionnement puis une ouverture au débat public. Il s'agit d'agir dans l'optique de faire grandir la capacité et la volonté du débat public sur l'éthique des métiers.

### **Alexandra Gal :**

La rue ce serait pas mal quand même.

### **Mathilde Malenfant :**

Justement, on se disait qu'on pourrait obtenir des autorisations. Si on propose à la mairie un projet sur l'hôpital et le bien-être des soignants, on peut difficilement être plus dans la bien-pensance en vogue. On n'est pas obligés de dire en détail de quelle manière on va en parler. En tout cas c'est un moyen de récupérer l'espace public dans lequel on a l'impression de ne plus avoir le droit de se retrouver à plusieurs, dans lequel on n'imagine même pas pouvoir amener le débat sans passer pour fou ou agressif.<sup>1</sup>

### **Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Ce serait un thème à mettre en exergue: récupérer l'espace public. Je dis ça parce que j'ai une expérience à donner en exemple avec la mairie du 1er arrondissement sur la participation démocratique des habitants. On s'est cassé le nez de façon radicale. C'est à dire que je me suis rendue compte qu'il y avait là, vraiment, un problème essentiel, même quand on parlait de fêtes en insistant sur le fait que la fête c'était politique. On peut être frontal en disant on veut ceci ou cela, une maison de quartier pour pouvoir faire des conférences... des utopies. Et en face : il y a comme

---

<sup>1</sup> Sur le site officiel de la ville de Lyon : « Les rassemblements de personnes sur l'espace public peuvent avoir des conséquences importantes pour la sécurité des personnes et des biens ainsi que pour la salubrité et la tranquillité publique. »

un mur de silence. On est même plus dans un débat possible, on me répond « Mais Madame, vous ne pensez quand même pas finir une journée culturelle sur les places publiques avec un bal ? ». Alors j'ai demandé pourquoi, c'était un bal jusqu'à 21h, on était pas idiots. On m'a répondu « Parce que ça fait du bruit la musique ! » On a des espèces de paroles comme ça, en plus de l'inertie administrative, des règles, il faut remplir des papiers pour l'administration pour être autorisés à aller sur l'espace public, pour faire la fête avec des associations, faire un débat, mettre des affiches, des musiciens, et puis faire passer des idées si on peut... Et moi j'ai eu l'impression qu'on pouvait, peut-être parce que je suis déjà trop vieille. Nos élus ne sont pas du tout dans ce truc-là. Et ça m'a effondrée. C'est peut-être un peu pessimiste mais...

**L. (Professeur des écoles) :**

Je trouve qu'il y a aussi en ce moment une interdiction « à priori » sous couvert de sécurité.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Il faudrait comprendre pourquoi.

**L. (Professeur des écoles) :**

Parce que pour une chose toute simple qui est faire faire des crêpes devant une école par des parents : c'est non. Parce que le plan Vigipirate<sup>2</sup>. Juste vendre des crêpes pour financer une sortie scolaire, un projet... C'est « à priori » non. L'argument massue qui intervient systématiquement, et c'est le seul, c'est la sécurité. Pour une vente de crêpes par des parents devant une école. On en est là.

**Mathilde Malenfant :**

Un cycle de conférences, qui date de 2016, de l'Appel des appels et qui se passe au comité central du Parti Communiste Français, et c'est très drôle parce qu'il n'y a pas beaucoup de communistes sur le plateau et ils sont très bien accueillis, s'appelle « La sécurité est ailleurs »<sup>3</sup>. C'est tout un cycle de conférences avec des vidéos sur « qu'en pensent les gens de la culture, du soin, de la justice, de l'information, du travail social, de l'éducation... », Il y a à chaque fois des intervenants qui parlent de cette politique sécuritaire du point de vue de leur profession. Où serait la sécurité, qu'est-ce que la sécurité... Pour revenir à des valeurs saines.

**Joachim Expert :**

Rien que les vingt-sept premières minutes de Roland Gori qui présente ce qu'ils ont projeté de dire, de faire, sont géniales. Je trouve qu'il déconstruit tout le fantasme de fumée, tout ce qu'on met en travers et qui nous empêche d'avancer. Il y a en tout à peu près neuf heures de vidéos là dessus. Celle sur les médias, ça fait particulièrement peur.

**Mathilde Malenfant :**

Pour revenir à ce que tu disais C., l'une des solutions serait que l'hôpital sur lequel a été fait la visite immersive propose à la mairie d'amener la production dans l'espace public. Je pense qu'il y a moyen comme ça d'accéder à ce dont on a besoin en nous servant des institutions tel qu'on doit s'en servir. Que les écoles réclament une exposition immersive sur la justice, pour les lycées par exemple. On peut très bien contourner les murs avec la présentation qui convient. Mais c'est vrai que c'est un boulot participatif.

**Joachim Expert :**

Peut-être que si on met juste des gens sans crêpière, sans boisson, sans instrument de musique, qu'on aurait fouillés préalablement sur une place... Et l'événement ce serait juste que les gens parlent avec les gens. Peut-être que là il y aurait moins de risque sécuritaire.

**Mathilde Malenfant :**

Sauf qu'il est interdit de se retrouver à plus de... je ne sais pas combien sur la voie publique sans autorisation. Je ne sais pas si c'est toujours interdit mais ça en revient à ça, il suffit que l'autorité décide que nous troublons l'ordre public.<sup>4</sup>

---

2 <https://www.sgdsn.gouv.fr/vigipirate>

3 <http://www.appeldesappels.org/l-appel-des-appels-remettre-l-humain-au-cru-de-la-societe/videos-de-nos-precedentes-journees-la-securite-est-ailleurs-les-vendredi-30-septembre-et-samedi-1er-octobre-2016-1728.htm>

4 Article 431-3 du Code pénal

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Mais c'était pendant le Covid ça non ?

**T. (Étudiant) :**

Mais comment ça se fait ? Sur quoi est basé ce nombre limite ?

**Mathilde Malenfant :**

Je pense qu'il y a pas mal de chose qui sont faites non pas pour pouvoir juger de ce qui dépasse ou pas l'interdit mais qui sont faites pour que les usagers eux-mêmes s'empêchent de faire. A la Rencontre d'hier on parlait des évaluations des soignants, des profs... la plupart du temps ces évaluations, déjà ne correspondent pas à la réalité du terrain, mais surtout ne sont certainement pas toutes lues et analysées. Donc une partie de ces évaluations ne servirait pas à réellement évaluer mais à ce que les gens eux-mêmes, se conforment de l'intérieur, ça devient une servitude volontaire. L'évaluation fait parti des outils de la servitude volontaire.

**Joachim Expert :**

Et ça justifie les emplois.

**M. (Étudiante) :**

C'est une vérification pour faire peur.

**Mathilde Malenfant :**

L'évaluation est un des outils les plus coercitifs et les plus répandus sans qu'on s'en rende compte. Tous les jours, partout, on va sur un site internet, on commande un objet, on appelle le banquier... On reçoit « Notez-nous » « Donnez-nous une note » tout le temps. Pire « Donnez-nous des étoiles ! ». On a un rapport humain avec un taxi, avec quelqu'un qui nous reçoit en Airbnb et ils finissent toujours par dire « N'oubliez pas de me mettre une note » ça devient un habitus. Un manière de remplacer le lien en fait.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Mais alors comment inventer des « outils » pour ne pas être dans la provocation frontale, agressive, et être dans ce que tu as dit à un moment, trouver un chemin à coté ?

**Alexandra Gal :**

Marronner.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Parce que tout d'un coup j'ai eu une image, en référence à ce dont j'ai parlé, qui a été une espèce d'utopie partagée, d'imaginer dans ce quartier qui a des places publiques magnifiques, de faire la fête, une fête populaire avec les associations. C'est vrai, derrière on proposait de dire des choses. Pour l'instant on a échoué. Mais quand tu as parlé, je me suis dit : pourquoi pas réinventer ce qui avait lieu dans les années 70, des espèces de sit-in pour détourner les interdits ? Et se dire « Et si on prenait tous une chaise pliante et qu'on allait s'asseoir sur la place publique parce qu'on a le droit », disons la place Sathonay par exemple, comme provocation il n'y a pas mieux<sup>5</sup>, et puis débattre d'un sujet. Et puis si on nous interpelle, on explique qu'on est pas un groupe militant, qu'on est des citoyens qui venons avec nos chaises pour parler comme des mamans autour du bac à sable.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Ça existe déjà ces lieux-là où on se parle. Je pense qu'il y a vraiment une énergie inexploitée des parents à la sortie de l'école, où on refait le monde, ou au square aussi, où on s'ennuie, c'est là qu'on parle politique, on ne parle pas que des enfants et de la pluie et du beau temps, mais c'est vraiment des lieux où on parle des problématiques avec l'école, où on a des débats parfois assez élevés avec des gens qu'on ne connaît pas. Ce sont les endroits où ça brasse un peu. Et dans ces lieux là, il y a du rassemblement déjà.

**Mathilde Malenfant :**

Oui, c'est très intéressant. Il faut éviter que la dialectique soit celle du pouvoir mais plutôt utiliser le marronnage. Quand on fait une action, par exemple on arrête le trafic avec les camions, même si

---

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section\\_lc/LEGITEXT000006070719/LEGISCTA000006165359/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070719/LEGISCTA000006165359/)

et Article L211-5 de l'Ordonnance N°2012-351 du 12/03/2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure

[https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article\\_jo/JORFARTI000025499816](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000025499816)

5 La Mairie du 1er arrondissement se trouve place Sathonay à Lyon

c'est une forme utile de lutte, il y a quelque chose de la dialectique néolibérale : on empêche, on bloque. Pour faire autrement c'est effectivement ce que tu disais : on fait quelque chose qui n'est pas illégal et au lieu de lutter pour défendre notre droit, en fait, on fait. On se retrouve pour débattre, on prend une décision et on agit. Bloquer les évaluations ne suffit pas, même si c'est indispensable. Il faut discuter pour reconstruire le système éducatif.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est là où la puissance de certains outils pourraient, justement, avoir un effet. On est en train de parler ensemble. Et parler ensemble sur la place publique c'est déjà un acte politique.

**J. (Développeur informatique) :**

C'est limite illégal ça non ?

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Je ne sais pas si c'est illégal de s'asseoir sur la place publique<sup>6</sup>.

**J. (Développeur informatique) :**

Je crois qu'on a plus le droit de se rassembler sans autorisation.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Justement, faut pas que ça ait l'air d'un rassemblement.

**J. (Développeur informatique) :**

Si on se met loin et qu'on parle fort ça devrait aller.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

On se pose entre nous et si des gens qui passent écoutent tant mieux. On ne les interpelle pas pour les convaincre de nos idées.

**Mathilde Malenfant :**

Au parc de la Tête d'Or on peut. En tout cas faire un pique-nique à quinze on peut.

**Joachim Expert :**

Personne ne va rien dire.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est juste une idée comme ça.

**Alexandra Gal :**

C'est exactement ce qui est ressorti hier soir aussi : quels moyens de communication non-violent on peut adopter quand on se sent tellement agressé ? N. ne peut pas être là aujourd'hui, il aurait voulu en parler un peu plus. Il est musicien, violoniste, et il se sent constamment agressé. Il dit : « Je ne peux pas dire qu'il n'y a pas de moment où j'ai envie d'agir avec violence, parfois on ne nous laisse pas le choix ». Donc comment marronner, c'est là que ça se réfléchit.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Il ne faut pas se laisser contaminer par cette peur. C'est complètement fantasmagique : on va sur une place on se sent déjà menacés. Je dis ça parce que c'est ce que j'ai vécu. Je me suis sentie menacée tout le temps pendant quatre ans. Je me suis dit : « Tu es trop bête, trop vieille, rentre chez toi, fais de la musique ... ». C'est-à-dire que tout d'un coup on intègre sans le savoir cette espèce d'état de terreur. On pense déjà au pire alors qu'il y a peut-être quand même de l'espace pour faire de l'humour, pour inventer des formes avec des artistes, avec des gens qui sont capables, justement avec leur imaginaire, de se décaler. Et de surprendre. Mais les politiques répondent : « Mais il faut remplir les cases, et la sécurité, vous ne vous rendez pas compte, c'est dangereux ! » Et là on se sent prisonnier, on n'a plus qu'à être violent. C'est ce que j'ai ressenti moi même. J'avais envie de l'insulter, de lui dire : « Mais t'es trop con toi, pourquoi tu me dis ça ? » C'est la première chose que j'ai pensée : la musique ça ne fait peur à personne, enfin c'est quoi ces conneries ?

**Mathilde Malenfant :**

On a eu ici même l'intervention de la police grâce aux sympathiques voisins du dessous. On jouait du piano un samedi à quatre heures de l'après midi. C'est la petite de cinq ans qui a ouvert...

**Alexandra Gal :**

Le week-end de la fête des lumières ! Donc il n'y avait vraiment personne dans les rues, Lyon était

---

<sup>6</sup> Certaines villes l'interdisent mais pas Lyon (Angoulême : <https://www.humanite.fr/politique/angouleme/angouleme-cette-ville-ou-le-maire-a-decide-dinterdire-de-rester-immobile-803534>)

calme.

**Mathilde Malenfant :**

Et donc sa petite de cinq ans ouvre la porte parce que ça avait sonné et c'était trois flics qui nous expliquent qu'il y a de la nuisance sonore. On leur a dit, poliment mais fermement, que c'était de la musique. Un des trois a répondu : « La musique, là, ça fait du bruit, ça dérange la voisine : c'est de la nuisance sonore ». La violence, elle était surtout là dans ces mots.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Je ne sais pas si c'est dans les textes ça.

**Alexandra Gal :**

Une autre fois j'avais mis un mot pour dire qu'on allait certainement venir à plusieurs chez moi le soir après un concert et je m'excusais par avance si il y avait du bruit. Elle m'a collé un article sur la porte qui disait que tout acte sonore répété fait partie des nuisances sonores.<sup>7</sup>

**J. (Développeur informatique) :**

C'est une forme de communication. Hostile, mais il y a communication.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est vraiment les contradictions de notre société parce qu'il y a des règles du le code civil qu'on applique pas et d'autres... J'ai téléphoné plusieurs fois pour les nuisances d'un café qui outrepassait toutes les règles : le droit de terrasse, le bruit... Quand j'ai téléphoné au commissariat pour leur dire qu'il nous fallait une preuve que ça débordait parce que sinon on ne pouvait rien faire, il m'a répondu « Madame, il faut qu'il y ait un délit pour qu'on se déplace, vous n'avez qu'à lui expliquer ». Alors je suis étonnée. Il y a un double langage. Ils m'ont dit qu'ils lui mettraient des amendes mais elles n'ont jamais été mises,

**L. (Professeur des écoles) :**

On a souvent l'impression d'être soumis en réalité à l'arbitraire d'une personne. Je prends un exemple concret : l'année dernière on a pu défiler pour le carnaval. On était cinq écoles du quartier et on a eu l'autorisation. Les policiers ont même barré des routes pour qu'on puisse défiler dans tout le quartier. Cette année on est une seule école et défiler dans le quartier : « Non, c'est dangereux ».<sup>8</sup> On a l'impression d'être soumis à la décision d'un type et d'une manière arbitraire. Pourquoi trois policiers se déplacent pour du piano un samedi à seize heures alors qu'à deux heures du matin il peut y avoir un boucan pas possible et il faut un délit pour qu'ils se déplacent ?

**J. (Développeur informatique) :**

Il y a une escalade. Je n'arrive pas imaginer le moment où on dira « C'est bon, on peut relâcher les règles, il y a moins de danger ». Ça n'arrivera pas ce moment là. Alors pour garder un sentiment de sécurisation constante c'est l'escalade : ce n'est plus deux policiers c'est quatre et la limite d'heure ce n'est plus dix-huit heures, c'est quinze heures... Par exemple dans les aéroports il n'arrivera pas un moment où les gouvernements vont dire « C'est bon, on détend les règles ». J'ai l'impression que ça ne va faire que se resserrer.

---

7 Article R1336-5 du Code de la santé publique :

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000035425967#:~:text=Aucun%20bruit%20particulier%20ne%20doit,la%20garde%20ou%20d'un](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000035425967#:~:text=Aucun%20bruit%20particulier%20ne%20doit,la%20garde%20ou%20d'un)

8 Les actes et arrêtés de la ville de Lyon sont consultables sur :

[https://lyonwebdelib.digitechcloud.fr/webdelibplus\\_Central/jsp/seances.jsp?role=usager](https://lyonwebdelib.digitechcloud.fr/webdelibplus_Central/jsp/seances.jsp?role=usager)

Les séances du conseil d'arrondissement de Lyon 6ème sont consultables sur :

<https://mairie6.lyon.fr/votre-mairie/vie-locale/conseil-darrondissement-ordres-du-jour-et-compte-rendus>

Chaque arrondissement met à disposition des usagers les comptes-rendus de ces séances, souvent en vidéo.

Cependant le « Guide des parents d'élèves » sur la sécurité des écoles publié par le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement et de la recherche en 2016 précise que « Les sorties scolaires occasionnelles (théâtre, sortie nature...) sont également autorisées. Elles ne nécessitent pas d'autorisations préalables auprès des autorités académiques. Toute manifestation autorisée par la préfecture (salons, compétitions sportives...) est de fait accessible aux scolaires. » Peut-être qu'un carnaval de la ville autorisé par la préfecture pourrait entrer dans ce cadre et il s'agirait simplement d'une sortie scolaire.

**Mathilde Malenfant :**

Roland Gori parle de ça, du fait que ce qui a été mis en place pour les attentats puis pour le Covid devient la règle. L'exception devient la norme et on s'habitue. Exemple: le 49.3<sup>9</sup>.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Enfin il y a des choses possibles aussi. Place ..... il y a une association dont le but est d'animer la place et j'y participe. L'autre jour on a pas demandé d'autorisation parce qu'on savait que c'était trop compliqué et à l'occasion d'un vide-grenier autorisé on a fait la fête avec les habitants. Donc il y a des choses possibles.

**Mathilde Malenfant :**

Tout à fait. On a l'impression de dépendre du bon vouloir d'une personne et donc le peuple s'oppose à lui-même. Alors qui est responsable ? Oui, la personne est responsable de remplir une évaluation ou de cocher ou pas une case, oui, c'est aux personnes de devenir créateurs de leur positionnement. Pourtant ce qui les rend comme ça c'est un système de peurs lié aux évaluations, aux protocoles. Il ne faut pas se tromper de bataille. Et c'est vrai qu'il y a une forme de légitimité qui naît du collectif, qui fait qu'on arrive à dire non. « C'est idiot alors je passe par dessus. Ça peut prendre 10 ans, ce n'est pas grave, ça ne m'arrêtera pas. » Le danger c'est qu'on me fasse basculer dans l'illégalité soit parce que je n'ai pas vu la limite soit parce que cette limite a été subrepticement déplacée. Alors évidemment on peut se confronter à de la violence et dans ce cas là : « Qu'est-ce qu'on fait, comment on le fait et combien on est ? »

**Joachim Expert :**

C'est quand même compliqué de sortir des gamins dans le quartier sans autorisation, du coup c'est toi qui te retrouves à les mettre dans une mauvaise situation.

**J. (Développeur informatique) :**

Oui mais tu n'es pas chez toi que chez toi, tu es chez toi dans ta ville et dans ton pays aussi. On ne va pas aller jusqu'à mettre des meubles dehors mais...

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Oui, se dire que la place publique c'est aussi mon chez moi, notre chez nous. C'est une vraie question : pourquoi il y a des pays comme l'Espagne où on trouve naturel d'aller sur des places publiques se poser avec une table et des chaises ?

**Mathilde Malenfant :**

Imaginons qu'avec les parents, à 16h30 ou 17h30, vous fassiez le carnaval en dehors du temps d'école.

**L. (Professeur des écoles) :**

La solution qu'on a trouvée c'est de le faire à l'intérieur de l'école. On a mélangé toutes les classes à l'intérieur. Mais la question c'est : pourquoi dans un quartier, un an avant, c'est possible et pas là. Il n'y a plus de Covid, il n'y a pas plus de menace terroriste qu'avant<sup>10</sup>, pourquoi dans un quartier à un moment donné on a pu sortir avec cinq écoles, ça représentait une foule incroyable cinq écoles...

**Alexandra Gal :**

Et dans cette école ça se refait cette année.

**L. (Professeur des écoles) :**

Voilà, et pourquoi dans un autre quartier, une seule école, élémentaire et maternelle réunies, on ne peut pas sortir faire le tour du pâté de maisons ? C'est la même ville ! Et alors pardon, c'est le sixième arrondissement, c'est dangereux !...

**Joachim Expert :**

Il n'y aurait pas moyen de se relier aux écoles d'à côté et d'essayer de les sensibiliser à ça en essayant de comprendre qui ou quoi tire les ficelles ?

**Mathilde Malenfant :**

C'est typique, il faut être plusieurs.

9 [https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article\\_lc/LEGIARTI000006527529/1999-07-09](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000006527529/1999-07-09)

10 Ce n'est pas ce qu'affirme la préfecture de l'Ain : « Depuis le début de l'année 2024, plusieurs attentats ont été déjoués en France et en Europe, preuve d'une élévation globale du niveau de la menace terroriste. »

<https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite/Protection-civile/Grands-rassemblements-et-Vigipirate/Posture-Vigipirate-hiver-printemps-2024>

**Joachim Expert :**

Oui, si trois écoles demandent de vraies explications.

**Mathilde Malenfant :**

On peut passer par le rectorat directement ?

**L. (Professeur des écoles) :**

Non, la décision appartient à la mairie.

**Mathilde Malenfant :**

Mais si c'est une demande du rectorat ?

**L. (Professeur des écoles) :**

Je ne sais pas. Peut-être avec plusieurs écoles. Là on était juste une école on voulait juste sortir tous ensemble pour se retrouver.

**J. (Développeur informatique) :**

A un moment il faut voir la portée de ces décisions, si on peut les appliquer. Au lieu de demander l'autorisation prévenons juste les journalistes et si les CRS arrivent ça fera un bon article. Ce n'est pas une provocation, c'est les mettre devant : « Qu'est-ce que vous allez faire ? Vous n'allez pas tabasser les petits, si ? ».

**Mathilde Malenfant :**

Mais il faut que ce soit suivi par tous les parents et là c'est compliqué. Que tous les parents d'une école soient prêts à mettre leur enfant dans cette situation dangereuse pour prouver que l'interdiction n'est pas basée sur la réalité...

**PAUSE**

**T. (Étudiant) :**

Est-ce que ce sera possible d'avoir ton texte ?

**Mathilde Malenfant :**

Oui, on enregistre là, on va faire un compte rendu et dans ce compte rendu il y aura les interventions de la présentation.

**M. (Étudiante) :**

Il y a plusieurs personnes à qui il faut les lire parce que là c'est limpide. Il y a ceux qui décident consciemment d'être malveillants mais la plupart manquent simplement de bon sens.

**Alexandra Gal :**

Et si vous voulez rebondir sur d'autres choses, c'est complètement informel donc allons-y

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

À un moment dans ton texte tu parles de deux choses dont on a besoin. J'ai oublié le deuxième terme, du temps et... du lien peut-être ?

**Mathilde Malenfant :**

Le temps et le langage.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Et moi j'allais rajouter : le nombre fait la différence. La quantité parce que dans tout ce qui est acte militant je me demande, on veut toujours en parler au plus grand nombre. Est-ce que c'est avec le plus grand nombre qu'on fabrique avec le plus de qualité aussi ? Est-ce que ce n'est pas parce que là, on est peu nombreux qu'on peut se parler ? Et même sur les places publiques, où on ferait une conférence avec un échange après ? J'ai l'impression que ça ne marche pas quand on est plus de quinze. Je pense que, réellement, c'est toujours un fantasme d'essayer de toucher le plus grand nombre.

**Mathilde Malenfant :**

C'est pourquoi on propose ces « échanges d'expérience » à cinq ou six personnes.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Et du coup ça, ça m'intéresse. Autre chose : c'est qu'aujourd'hui il y a tellement de combats qu'on a envie de mener. C'est difficile émotionnellement et puis rationnellement de s'organiser avec les injonctions familiales, amicales et tout ce qui arrive. Et même cette histoire de défilé au carnaval, je

ne sais pas si on a l'énergie de contacter des écoles... On se dit : « Bon, ben tant pis, je le fais à l'intérieur parce qu'il y a d'autres combats tellement plus difficiles ».

**Mathilde Malenfant :**

Là, par exemple, moi, je peux trouver les numéros et appeler les écoles en disant : « Voilà ce qu'on propose ». On peut tous le faire. Moi, ça me coûterait quoi ? Quinze minutes. Je n'ai aucune implication émotionnelle, aucun risque pour mon métier, c'est plus facile pour moi que pour L. et si on est six à y passer quinze minutes...

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Si ça ne te coûte que quinze minutes c'est super mais c'est une chose de plus, plus une autre, plus une autre et il y en a tant dans notre vie où le numérique prend tellement de place. C'est un peu mon combat le numérique : Je pense qu'on est noyés et que ça part dans tous les sens, qu'il faudrait simplifier pour retrouver le lien. Je milite le lundi, le mardi je fais du tango, le mercredi je fais autre chose... et puis tous les mails, les messages...

**Mathilde Malenfant :**

Pour cette histoire d'échanges d'expérience le but du jeu c'est ça : 1 : agir pour l'autre c'est toujours plus facile et 2 : on est cinq ou six et pas un seul à agir. On se partage les recherches, le travail. « Allez, moi je peux y consacrer trente minutes par semaine et moi une heure... » et voilà. Et mettre en commun ces choses là ça ne peut qu'aider même si on arrive pas au terme et qu'il faut refaire une réunion avec cinq autres personnes qui ont d'autres compétences, d'autres visions, une autre expérience. Il n'y a rien de magique, on ne résout pas le problème en claquant des doigts. C'est enclencher des actions qui aident à se sentir capable de récupérer le langage, la formulation nécessaire, à qui on adresse cette formulation... Et, grâce aussi au langage, reconnaître l'écueil dans lequel il ne faut pas tomber. Quand on est pas du même métier on voit différemment les choses, comme quand on ne parle pas la même langue. Parfois les solutions sortent justement de ça.

**C. (Psychologue) :**

Je pense que ça permet aussi de contourner les freins parce que si moi j'agis pour l'autre je n'aurai pas les freins que je peux avoir pour moi. C'est plus simple de contourner les freins notamment émotionnels, et pas seulement, parce qu'il y a aussi parfois, malgré tout, le vécu d'impuissance au quotidien qui est là et qui fait que, même si on a envie, on ne va pas réussir à enclencher quelque chose. Alors que pour l'autre on ne va pas se poser la question.

**Alexandra Gal :**

En fait tout ça c'est aussi né d'une prise de conscience d'un réseau d'amis, là, ces derniers temps. Ces dernières années tout s'est vraiment durci. On s'est rendu compte aussi qu'on était beaucoup dans nos métiers à être très seuls. Alors on peut parler de nos difficultés dans nos métiers mais c'est compliqué. On se retrouve avec des difficultés d'ordre intime, d'ordre professionnel et en en parlant, en créant du lien autour de nous, avec nos amis, on s'est rendu compte qu'on pouvait atténuer des choses. Des problèmes de garde par exemple ou des problèmes professionnels qui s'allègent.

**Joachim Expert :**

Par exemple la semaine dernière...

**Alexandra Gal :**

Alors ça, c'est dans le cadre du marronnage, c'est : « Comment on a contourné l'institution ». Je suis infirmière dans un service de courts séjours en cardio-gériatrie et on a beaucoup de prises en charge de fin de vie, de prises en charges palliatives. J'aimerais vraiment que tous les soignants arrivent à être formés pour avoir ce langage commun qui est celui des soins palliatifs. En tout cas à avoir ce regard là. On se retrouve à vivre des traumatismes, c'est régulier, sur des prises en charge de fin de vie. On vit parfois des trucs absolument abominables, tout le monde est là, on le vit mal et c'est lié à des protocoles. C'est vraiment le maître-mot. On est confrontés à des protocoles qui mettent à mal le sens du métier, l'éthique même de notre métier, et du coup ça monte en tension. Ça monte en tension mais il n'y a pas d'espace pour se parler. C'est tout de suite la faute de quelqu'un alors que c'est uniquement la faute des protocoles. Les protocoles nous empêchent d'avoir du bon sens. Du coup on s'est dit : « On a pas d'espace pour se parler, qu'est-ce qu'on fait ? ». Et puis je me suis dit : « Stop, je vais demander si c'est possible d'avoir une réunion une fois par mois de l'ordre de

l'analyse de la pratique, même si ce n'est pas une analyse de la pratique à proprement parler. J'ai demandé à l'équipe mobile de soins palliatifs de l'hôpital où je travaille si ils étaient d'accord pour venir nous aiguiller, nous aider. Et ça s'est fait. Dans mon service personne ne voulait venir, « ah non c'est bon les réunionites ». En fait ils sont venus et tout le monde s'est lâché. Tout le monde a été entendu, tout le monde a pu parler. Ça a été dur, violent mais tout le monde est d'accord pour faire ça une fois par mois avec l'équipe mobile de soins palliatifs. C'est qu'à un moment donné il faut passer par le lien et si on ne peut pas le trouver là où il devrait être il faut aller le chercher ailleurs.

**Mathilde Malenfant :**

Tu es allée demander si il était possible de... alors qu'au départ tu as dû te dire que ce n'était pas possible.

**Alexandra Gal :**

C'est exactement ça.

**Mathilde Malenfant :**

On ne se pose pas la question donc on ne pose pas la question.

**Alexandra Gal :**

On ne s'autorise pas à se poser la question.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Ça rejoint ce que disait Mathilde sur l'échange d'expérience avant d'aller sur la place publique. Parce que tout d'un coup, moi qui suis d'une autre génération et je parle professionnellement aussi, je me dis : « Mais c'est dingue, on avait des réunions à l'hôpital toutes les semaines ! » C'est à dire que ce qui est intéressant aussi, dans la mémoire des échanges d'expérience, c'est peut-être que ça sert pour lutter contre cette peur, ce fantasme qui nous angoisse, qui est à la fois réel et fantasmatique. On a l'impression qu'il y a des flics partout, les médias en remettent une couche et même, pour des raisons de harcèlement du temps, on ne sait plus très bien par quel bout reprendre notre vie en main. Effectivement c'est peut-être là, dans l'échange modeste entre nous, pas si modeste que ça puisque ça réunit des gens différents, des générations différentes, qu'on peut déjà trouver des thématiques porteuses d'intérêt. Parce qu'il y a une mémoire qui n'est pas éternelle. Il y a eu des acquis, leur destruction, ça a rebondi... Dans les hôpitaux on pouvait se réunir toutes les semaines. Je le sais parce que je fais des reprises de supervision avec des infirmiers, des psychiatres etc... et je vois bien le choc dans ma tête et sûrement dans la leur aussi. Des fois je m'emballe sur des schémas qu'il y a dans ma tête, sur comment j'ai travaillé à l'hôpital qui ne correspondent absolument plus du tout. Et alors ils se marrent, moi aussi, je dis : « Écoutez je suis trop vieille, j'en ai marre, je ne comprends plus rien. » et ils me disent : « Ah mais non ! Parce que vous nous témoignez votre enthousiasme. ». Parce que moi j'ai des schémas disons plus démocratiques des années 70 dans ma tête : le plaisir de travailler, le plaisir de penser etc...

**Mathilde Malenfant :**

On parle de la « destruction » de l'hôpital.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Et je vois des jeunes femmes de votre génération qui pleurent, qui sont angoissées, qui tombent malades aussi, des cancers du sein... je veux dire que ça me touche vraiment quand je vois qu'elles ont peur de l'administrateur et qu'elles se marrent quand je leur dis : « Mais enfin, de quoi il se mêle cet administrateur ? Réfléchissez, vous êtes légitimes dans votre blouse de psychiatre, vous gérez trente-cinq gamins en hôpital-lycée, qu'est-ce qu'il a à vous dire dans votre métier ? C'est pas possible ça, vous le savez ». Alors où sont les failles : le chef qui ne dit rien, et d'autres... Alors évidemment l'administratif, si il a des jeunes femmes, toutes psychiatres et légitimes qu'elles soient, qui pleurent, il dit « Allez cocotte, tu sais que c'est interdit d'avoir plus de deux personnes dans le bureau. » par exemple. « Ah bon ? Mais de quoi tu te mêles ? Tu n'est pas légitime. Si j'ai fait une bourde tu as le droit de me virer mais sinon tu n'as pas le droit de me dire comment faire mon métier, comment je dois parler avec mes patients. ». Il y a quelque chose comme ça à mettre en partage pour ne plus être enfermé dans cette angoisse.

**J. (Développeur informatique) :**

Pour une équipe, pour un métier, ou pour une unité, il faut un chef ou un meneur mais il ne faut pas un manager qu'on peut placer n'importe où, changer d'un métier à un autre. Moi je fais du développement informatique, on a des chefs de projet. Que ça concerne l'assurance, la banque ou les mutuelles pour animaux ou les écoles de commerce, ils savent gérer un projet mais il y en a une bonne moitié qui est efficace, l'autre moitié c'est « au doigt mouillé » : « Ça va passer, on va faire comme ça. » Et en fait ça change tous les deux mois.

**Mathilde Malenfant :**

Mais parce que leur but ce n'est pas le métier, c'est le profit.

**Joachim Expert :**

Tu veux dire qu'il faudrait être meneur dans les idées, dans l'éthique.

**Alexandra Gal :**

Mais il faut les avoir éprouvés avant qu'ils puissent gérer une équipe.

**J. (Développeur informatique) :**

Je me dit qu'un chef d'équipe dans un hôpital, je ne sais pas comment ça s'appelle...

**C. (Psychologue) :**

Tu as le chef de service au niveau médical et le cadre au niveau infirmier.

**J. (Développeur informatique) :**

Je me dis que, quand tu es chef de service ou cadre, il y a une fatigue qu'il faut comprendre, il y a un impact qu'il faut connaître.

**C. (Psychologue) :**

Moi je suis psychiatre en soins palliatifs à l'hôpital. Ce que je trouve inquiétant c'est qu'il y a une espèce de contamination par le haut. Avant il y avait quelque chose au niveau des équipes et au niveau de la hiérarchie de soin, ceux qui étaient au contact du soin pouvaient un peu se mettre en résistance par rapport à ce qui venait d'en haut. Mais maintenant je trouve que ça descend de plus en plus bas dans la hiérarchie et qu'il y a de moins en moins cette résistance, tu vois ça toi aussi ?

**Alexandra Gal :**

Complètement.

**C. (Psychologue) :**

Aujourd'hui ma chef de service est plus compétente dans la gestion des réunions avec les directions administratives. Elle a compris que c'est comme ça qu'elle pouvait gérer son service et continuer à avoir des projets etc... C'est en apprenant ces ressorts là. Donc en fait il y a une espèce d'identification à ce qui vient d'en haut.

**Joachim Expert :**

Une adaptation.

**C. (Psychologue) :**

C'est même plus fort qu'une adaptation parce que si c'était ça il pourrait y avoir encore un peu un recul. Maintenant j'ai l'impression qu'il y a une espèce d'identification.

**Mathilde Malenfant :**

Ça devient de l'ordre de l'habitus. Ça va peut-être aussi chercher dans cette croyance qui a été véhiculée aux travailleurs : Par le travail et l'obéissance, donc l'identification à un modèle, on peut changer de statut social.

**C. (Psychologue) :**

Et voilà. Et ça c'est hyper inquiétant. Et ça commence à contaminer même les équipes de soin qui sont pourtant encore au contact des patients.

**Mathilde Malenfant :**

Se rajoute à ce que vous disiez cette histoire du langage. La récupération du langage. Parce qu'en fait ce dont tu parles, la valeur du témoignage que tu apportes, c'est que ça a avoir aussi avec la langue parce que quand je dis liberté égalité fraternité, ce n'est pas que ça n'existe plus, c'est juste que c'est une coquille vide. À l'hôpital il y a toujours des réunions...

**C. (Psychologue) :**

Mais il ne s'y passe rien.

**Mathilde Malenfant :**

Les gens ne parlent pas. C'est parce que la réunion qu'a provoqué Alexandra était en dehors de ce qui était prévu, de ce qui est proposé par l'hôpital, que les aides soignantes ont dit ce qu'elles pensaient aux médecins etc. C'est parce qu'ils étaient hors protocole et que les intervenants étaient non seulement de l'extérieur, venus pour eux, pour créer ce moment de parole, mais aussi parce que ce n'étaient pas des administratifs. Ça a fait disparaître la notion de hiérarchie, ce qui a ouvert la parole. On se fait tout d'un coup surprendre par la liberté qu'on peut ressentir. Ce n'est pas hors la loi, c'est hors protocole. C'est du marronnage. Quand je parle de la récupération du langage c'est dans son acception globale, ce n'est pas juste la langue, c'est le mode de communication.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est pour ça que l'échange d'expérience peut être très intéressant comme outil premier pour, entre nous, exercer déjà comment « se décompresser » de cette angoisse persécutive. Ce qui est intéressant c'est le décalage que tu proposais. Alors ça peut être l'humour, ça peut-être une autre façon de chercher un autre langage dans le fond, même un autre langage militant. Parce que, dans l'expérience que je traduisais, ce qui m'a sauvée avec ce groupe, qui fonctionne quand même depuis septembre, c'est que c'était complètement en dehors de l'institution. Les personnes de ce groupe sont liées par quelque chose. Et là elles peuvent parfois critiquer leur institution. Moi je ne suis pas payée par l'institution. Je ne suis pas là pour ça non plus mais je peux faire de l'humour, leur dire « Mais de quoi il se mêle cet idiot ? » Je ne parle pas comme ça mais presque. Je leur dit : « Réagissez ! ». C'est-à-dire que moi même je ne suis pas prisonnière, je n'ai pas de fonction autre que d'avoir été cooptée, un peu comme on ferait dans un groupe d'expérience.

**Mathilde Malenfant :**

Ou comme on ferait dans nos métier si on nous laisse les exercer.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Donc on est en dehors de toute légalité enfin je veux dire que ça n'a rien à voir avec la loi, on a le droit de s'aimer bien, de se coopter professionnellement pour dire qu'il n'y a plus de pensée sur le groupe, plus de pensée sur l'institution... Et on peut nous dire : « Vous représentez les dinosaures d'avant mais c'est bien, nous on aimerait bien entendre, parce qu'on n'a plus beaucoup de temps pour nous former etc... ». On a vécu dans un espèce de privilège démocratique merveilleux. Tu parlais de Gori et de toute la clique que je connais d'avant, je veux dire ils nous ont offert, la société française en général après guerre nous a offert un terrain démocratique incroyable. Ça existe, ça peut réexister, on est pas obligés de prendre les baïonnettes.

**Mathilde Malenfant :**

Quand on regarde le programme du CNR qui est affiché juste derrière vous, c'est loin d'être des dinosaures, c'est tout à fait actuel, c'est juste humaniste.

**M.(Étudiante) :**

Vous dites dinosaure et « Je suis trop vieille » mais c'est en fait un temps d'expérience non négligeable qui est ringardisé. Comme le fait d'être politisés à nos âges. Et la génération qui arrive là c'est une catastrophe parce que justement on a une ringardisation systématique et on le voit de plus en plus. Roland Gori en parle, c'est vraiment une société de spectacle. Macron, ça n'est que ça, quand on le voit parler, on est au spectacle

**Mathilde Malenfant :**

Il cite Guy Debord.<sup>11</sup>

**M.(Étudiante) :**

C'est justement les personnes qui ont le plus d'expérience qui ont montré la valeur de la vie. On m'a posé la question : comparer la valeur de la vie suivant l'âge. Bon, la question ne se pose même pas, mais c'est juste pour montrer qu'il y a un temps d'expérience qui est balayé du revers de la main.

**Mathilde Malenfant :**

On a eu une expérience comme ça avec des jeunes gens avec qui on a bossé, on a remarqué une ringardisation du langage. On travaillait à choisir des chansons et on tombe d'accord sur un passage d'Offenbach et tout d'un coup il y a le mot nègre. Peu importe qu'il ait été employé justement dans

---

11 « La société du spectacle » Guy Debord, 1967, éd. Buchet-Chastel

un contexte où tous les mots autour sont du même acabit. Ils nous ont dit que c'était impossible de prononcer ce mot sur scène. Ils ont même refusé de le prononcer dans mon salon. Ils ont dit « on ne peut pas prononcer le « N word » parce qu'on est blancs ». On a eu une discussion qui a tourné autour du respect de ce qu'ont vécu les esclaves puis les personnes noires en général, j'ai fini par leur dire qu'il me semblait que bannir un mot ce n'est pas montrer du respect, que c'est plutôt de l'ordre de l'effacement de la responsabilité. C'était impossible d'échanger des idées, il y avait blocage. Ils ne comprenaient pas notre inquiétude face à la récupération du langage. Ils nous ont dit « On comprend que vous ne compreniez pas, c'est générationnel, nos parents non plus ne comprennent pas » et fin de la discussion. Et ils étaient très bienveillants.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est ça la fabrication de ce nouveau langage de com et compagnie, gestionnaire, qui est tombé dans les années 80, c'est qu'il n'y a pas d'histoire. C'est là qu'on sort du politique c'est à dire qu'il y a là fabrication d'opinion. Je le sens comme ça : « Toi tu es vieille, tais toi, c'est normal que tu ne comprennes pas ». Mais ça ne veut rien dire !

**Mathilde Malenfant :**

Dans le cycle de conférences sur la sécurité<sup>12</sup> ils parlent des deux discours qui s'opposent en éradiquant le présent : « C'était mieux avant » et « Ça sera mieux après ». Et un intervenant dit que la problématique que ça soulève c'est que l'actualité se retrouve coupée de l'histoire. On ne peut pas agir sans histoire. Il ne s'agit pas de dire « C'était mieux avant » mais annihiler l'histoire c'est se couper de la matière dans laquelle on va puiser les raisons et la force d'agir.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Ça c'est le langage technocratique.

**V. (Professeur de philosophie) :**

Il ne faut pas tout mélanger, entre le langage technocratique et les revendications des nouveaux mouvements militants, justement ceux à qui vous aviez à faire qui effectivement se focalisent, se crispent sur l'usage de certains mots comme le mot nègre ou d'autres... Là pour le coup je pense qu'il y a une prise en compte de l'histoire et c'est précisément parce qu'ils ont une conscience aiguë du colonialisme, de l'esclavage, du racisme et qu'ils veulent en faire table rase qu'ils se crispent là dessus. Voilà, je dis juste qu'il ne faut pas tout mettre sur le même plan. Ça ne veut pas dire que leur point de vue est légitime, c'est discutable. Justement je pense qu'il mérite d'être discuté, d'être pris en considération. Alors le problème c'est quand il n'y a plus de discussion possible effectivement, que ce soit d'un côté ou de l'autre.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est quand même un terrorisme exercé sur la langue.

**V. (Professeur de philosophie) :**

Je n'emploierais pas le mot de terrorisme personnellement.

**J. (Développeur informatique) :**

Si tu n'a plus le droit de dire un mot sinon tu es raciste, il se crée une terreur flash, instantanée, non ?

**Joachim Expert :**

ça devient fascisant.

**Mathilde Malenfant :**

Nous, ce qu'on a vu chez eux c'est une terreur.

**Joachim Expert :**

Un blocage total, arrêt sur image.

**M.(Étudiante) :**

Ce n'est pas forcément des militants. Justement c'est une question de génération et ce sont des gens qui bloquent pour garder une distance donc qui ne souhaitent pas se sentir concernés. Ils ne font qu'alimenter un blocage qui empêche d'agir.

**Mathilde Malenfant :**

C'est l'histoire des hashtags et des réceptacles.

---

12 Op. Cit.

**J. (Développeur informatique) :**

Si on considère le langage mais aussi la communication, le fait de dire « N word », c'est un concept que tu mets dans la tête de l'autre. Tu lui fait dire le mot. C'est comme dire le mot sauf que tu ne le fait pas. Ça reste de la communication sur le racisme. On parle donc quand même du concept.

**V. (Professeur de philosophie) :**

C'est un tabou, on ne peut plus le dire.

**T. (Étudiant) :**

Entre ne pas utiliser le mot et ne pas oser le prononcer c'est deux paliers différents. C'est comme Voldemort, il ne faut pas le dire, on le sait mais ça ne doit pas exister. Ça existe si on le prononce.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

C'est aussi une insulte. Je trouve que c'est très personnel, il y a des mots qu'on a pas envie de dire ou qu'on a pas envie d'entendre et ça c'est un peu comme « chacun ses goûts ». Si derrière il y a tout un discours, c'est différent. Mais je ne trouve pas ça ridicule pour autant, d'avoir du mal avec un mot.

**Mathilde Malenfant :**

Si ça correspond à l'histoire et la possibilité d'une personne on ne peut effectivement pas porter de jugement. Si ça en revient à venir nous dire qu'en fait on est raciste et qu'on ne s'en rend pas compte parce qu'on utilise certains mots, là je trouve que ça devient un peu ridicule.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est ça le risque de la terreur intellectuelle.

**Joachim Expert :**

C'est aussi que dans cette chanson le mot nègre est utilisé de manière subversive justement pour choquer.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Glissant lui-même parlait de négritude<sup>13</sup> il n'avait pas peur de ce mot.

**V. (Professeur de philosophie) :**

Je ne dirais pas que c'est du terrorisme et je ne mettrais pas ça sur le même plan que le langage du pouvoir. Comme tu dis : c'est plus des gens terrorisés.

**Mathilde Malenfant :**

Je reviens sur les hashtags : si tu emploies ce mot c'est que tu n'as pas conscience de l'idéologie qu'il véhicule. Et ce n'est pas vrai.

**V. (Professeur de philosophie) :**

C'est tout le mouvement woke.

**Mathilde Malenfant :**

L'ouverture de la parole c'est extrêmement positif mais il y a un endroit où soit elle est récupérée soit la réflexion elle-même est coupée au milieu. Alors l'action réelle de pensée et d'échange devient impossible.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Quand tu parlais de langage dévoyé ça m'a fait penser au fait d'être libre. Quand on te dit en tant qu'enseignant : « Tu es totalement libre, tu fais ce que tu veux » et que toi justement tu veux travailler avec tes collègues en collectif, le mot liberté est totalement dévoyé. Au contraire tu te sens encore plus perdue et seule qu'auparavant. Je me dis que ça c'est vraiment terrible, d'employer des grands mots alors qu'il veulent dire le contraire sur le terrain. Ils signifient le contraire, ils signifient : « tu seras seule et puis on verra bien comment tu te débrouilles, on s'en fout de ce que tu fais. Ce que tu fais n'a pas vraiment de valeur parce que tu es libre. »

**C. (Psychologue) :**

Dans les textes qui définissent le rôle du psychologue à l'hôpital il y a cette notion de liberté. On est

---

13 Édouard Glissant : « La négritude est tellement généralisante qu'elle néglige le détail des particuliers. » A écouter sur France Culture : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-nuits-de-france-culture/dialogues-negritude-et-antillanite-1ere-diffusion-17-03-1981-1790909>

libres de nos outils<sup>14</sup>. Et pour moi c'est quelque chose d'hyper important parce que, comme à l'hôpital il y a médical et paramédical, un peu de socio-éducatif, rééducateurs... bref, en gros les psychos on appartient à rien de tout ça. Du coup ils ne savent jamais où nous mettre et c'est très embêtant pour eux parce qu'on a pas de hiérarchie. On a une place un peu à part. Et ce même mot dans mon contexte à moi, c'est une vraie force. Je trouve intéressant de le croiser. Ça veut dire que un médecin, ou une infirmière, ou une garde, ou n'importe qui, qui va me demander de faire quelque chose avec un patient, je ne vais pas lui dire oui, je vais lui dire : « Précise ta demande, qu'est-ce qu'il y a derrière? Je vais voir comment je peux faire » etc... Et du coup c'est moi qui vais définir mon cadre de travail et mes outils.

**Mathilde Malenfant :**

La différence c'est que toi c'est un texte dont tu peux te réclamer. M. c'est une pensée qu'on t'impose pour te dire débrouille-toi.

**C. (Psychologue) :**

Je crois que les enseignants ont aussi la liberté pédagogique.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Mais ça empêche parfois de dialoguer. En tant que parent je souhaitais dialoguer avec un enseignant de maternelle et il m'a répondu : « C'est la liberté pédagogique »<sup>15</sup>. Je trouve que c'est à double tranchant et ça peut frôler l'individualisme.

**C. (Psychologue) :**

On travaille ensemble entre collègues psychos mais ça nous permet de tenir quelque chose dans notre posture.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Une posture commune ? C'est ça la question.

**C. (Psychologue) :**

D'un service à l'autre on a des postes très différents et avec des contraintes vraiment très différentes. Mais à la base il y a quelque chose de commun et ensuite on va décliner en fonction de notre contexte. Et, par contre, cette liberté n'est pas contre l'autre contrairement à ce que tu disais de l'enseignant qui se protège derrière sa liberté pédagogique. Je n'utilise pas cette liberté contre celui qui vient me solliciter.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Oui mais ça permet parfois de ne pas rendre de compte parce qu'on est protégé aussi.

**C. (Psychologue) :**

Dans ce cas là c'est que tu retournes l'idée de liberté donc c'est l'usage qui en est fait plus que la notion elle-même. Je ne considère pas que cette notion me mette en dehors. Elle ne m'empêche pas de pouvoir interagir, d'être mise en cause etc.. Par contre ça vient préserver quelque chose, je ne suis pas asservie à ce qu'on va me demander.

**L. (Professeur des écoles) :**

Et puis la liberté ça passe par des choix, et puis les choix se justifient, s'argumentent et se discutent. L'expérience dont tu parles s'est passée avec une personne qui ne voulait pas discuter.

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

J'étais parent élue au conseil d'école et il n'y avait pas de dialogue possible sur la façon dont les enseignants étaient avec les enfants de maternelle, sur les punitions notamment, et il y avait un gouffre entre les parents et les enseignants. C'était une corporation, la directrice aussi, tous, refusaient la discussion. Je ne voulais pas du tout le combat mais la discussion et c'est dommage

---

14 « Les psychologues des établissements mentionnés à l'article 1er exercent les fonctions, conçoivent les méthodes et mettent en oeuvre les moyens et techniques correspondant à la qualification issue de la formation qu'ils ont reçue. A ce titre, ils étudient et traitent, au travers d'une démarche professionnelle propre, les rapports réciproques entre la vie psychique et les comportements individuels et collectifs afin de promouvoir l'autonomie de la personnalité. » Décret n°91-129 du 31 janvier 1991 portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière.

15 « La liberté pédagogique de l'enseignant s'exerce dans le respect des programmes et des instructions du ministre chargé de l'éducation nationale et dans le cadre du projet d'école ou d'établissement avec le conseil et sous le contrôle des membres des corps d'inspection. » Article L912-1-1 du code de l'éducation.

qu'il n'y ait pas eu cette possibilité là.

**L. (Professeur des écoles) :**

Justement en tant qu'enseignant c'est intéressant quand on fait des choix différents, qu'on utilise des méthodes différentes et qu'on les confronte, qu'on les mélange, qu'on les échange, qu'on les teste. Justement c'est une richesse cette liberté là. Ce n'est pas une contrainte pour moi, je la vis comme une vraie richesse. C'est à dire que je peux tester, revenir, me tromper, essayer autre chose, changer d'avis, changer d'idée... J'ai le choix. J'ai une obligation de résultat, qui est assez drôle d'ailleurs, parce qu'on en revient à l'évaluation de l'enfant « Il faut qu'à tel âge il fasse ça, ok ? » comme une machine quoi. Par contre j'ai une liberté pédagogique. Je suis libre de mes méthodes.

**Mathilde Malenfant :**

Mais M., est-ce que tu crois que le mot liberté, dans ton expérience, a remplacé un autre mot ?

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Non, ce que je voulais dire c'est qu'à partir du moment où j'ai posé la question de la mise en commun de certaines ressources pédagogiques par exemple, on m'a répondu : « Tu es libre, tu fais ce que tu veux dans ton cours. ». Alors comment peux-tu créer avec d'autres, collectivement, si chacun se déclare libre ? Moi, la contrainte, si elle est décidée en commun, j'adore ça. C'est une contrainte créatrice et émancipatrice. Donc cette liberté qu'on me propose, bien sûr je ne m'en plains pas, je préfère ça plutôt qu'on m'impose ça et ça, mais il n'empêche que pour moi ça a empêché la rencontre avec mes collègues.

**Mathilde Malenfant :**

Tu parles d'un projet commun ?

**M. (Linguiste et enseignante FLE) :**

Oui, tout à fait.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Mais alors là ce n'est pas un problème de liberté ce serait plutôt ce que tu as décrit, un problème de ne pas vouloir se confronter à la parole de l'autre.

**V. (Professeur de philosophie) :**

C'est un peu comme ça que le concept de liberté peut être compris. On peut l'utiliser de cette manière là, individualiste: « C'est ma liberté » sous-entendu « J'ai le droit de faire comme ça et je n'ai pas de compte à rendre » et c'est un usage qui existe en fait. Étant moi-même enseignant je vois bien que parfois on se réfugie derrière : on brandit la liberté pédagogique en disant « C'est ma liberté pédagogique », sous-entendu quand un parent nous pose des questions : « Je fais comme je veux et je n'ai pas de compte à rendre ». Hors il me semble que c'est un usage dévoyé justement de cette notion de liberté et à mon avis c'est de ça qu'il s'agit ici.

**L. (Professeur des écoles) :**

Il s'agit surtout de l'absence de dialogue.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Concevoir une liberté qui suppose qu'on peut quand même dialoguer avec l'autre qui pense autrement, c'est la caution même de l'idée de liberté. C'est de pouvoir se confronter à l'autre sinon...

**M. (Étudiante) :**

C'est bien tout le souci, c'est la raison pour laquelle on est là, c'est justement le centre de l'affaire. Parce que ça, ça s'applique sur tous les plans. Ce n'est pas parce que ce sont fondamentalement des personnes malveillantes, c'est parce que sur tous les autres plans de leur vie, dans la société etc, l'humain n'est tellement pas mis au centre qu'ils agissent sans prendre en compte l'autre. Ça devient une habitude. Dévoier l'usage du mot liberté, c'est dû à tout ce qu'il y a autour.

**Mathilde Malenfant :**

C'est comme ce qu'on appelle aujourd'hui « autonomie » est un comportement qui mène irrémédiablement à la solitude. Ce n'est plus le fait d'être capable de prendre en charge ce qu'on a besoin de pouvoir prendre en charge, c'est le fait de ne plus avoir besoin de l'autre nourricier. C'est détourné, c'est une aberration.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Ça rejoint une question vraiment intéressante, qui peut intéresser les juristes autant que les citoyens

lambda : quand il y a des failles au niveau du social. La garantie du social, qui peut être un proviseur par exemple, quelqu'un qui a fonction de régulation avec les parents ou je ne sais pas, pour que les réunions se passent bien, pour trouver les moyens de mieux dire, de mieux dialoguer dans un établissement... Qu'il y ait des garants, on pourrait dire sociaux, pour que la liberté de chacun ne devienne pas du terrorisme où on tue des professeurs mais que ce soit la garantie d'un espace démocratique. Et quand il y a ces failles là, qu'il n'y a pas de garant, on est confrontés, tu parlais de solitude, à un affrontement direct. C'est-à-dire qu'il faut déjà voir où sont les défaillances. C'est ce qui m'a frappée dans ce militantisme dans l'expérience avec la mairie. Les institutions qui devraient nous garantir qu'on peut avoir recours aux textes écrits... C'est à dire : je me bagarre avec le cafetier pour le garage à vélo, je ne pouvais même pas rentrer mon vélo et c'est quand même une espèce de terreur aussi quand il n'y a plus de garants sociaux. Ce cafetier pouvait me dire : « Tu n'es qu'une conne avec tes histoires de démocratie, de droit écrit par le conseil du syndic de copropriété, je m'en fous ». J'ai compris que je pouvais exercer une provocation par le langage, lui dire « Mais vous voulez qu'on se bagarre à coups de couteau ? Moi ça ne me fait pas peur, je peux vous traiter de couillon, on va aller où comme ça ? ». J'étais capable d'avoir un peu d'humour avec lui mais là où j'étais profondément déprimée c'est que la mairie, la métropole, le service de police... me disent « On s'en fout de réguler. On a baissé les bras ». Il faudrait comprendre pourquoi. Comme on le disait tout à l'heure, ça peut être le cafetier ou moi qui en ai marre de devoir mettre des boules. Quies, on a envie de devenir délinquants, ça nous donne envie d'être grossier, assassin, raciste, ou je ne sais quoi, si on n'a pas d'instances internes ou externes de régulation. C'est ça la démocratie, c'est le droit, ne pas être trop dans le mensonge, dans l'incorrection, savoir comment on contrôle tout ça pour que, quand même, le droit puisse encore s'exercer. Mais ceux qui sont garants de ça sont défaillants. C'est dû à ça, je trouve, l'angoisse actuelle. C'est qu'on découvre petit à petit que les lycées ne sont pas sécurisés, dans le bon sens du terme, qu'il n'y a pas assez de pions, de surveillants... On aurait pu transformer ce qui était oppressant de l'époque d'avant en quelque chose qui soit plus démocratique sans laisser tout tomber. Sauf que le « laisser tout tomber » ça va avec la mondialisation. Peut-être que je fais des caricatures, sûrement, mais c'est aussi : « Laissons faire ». Parce qu'il y a une idéologie dans le laisser faire: les états contrôlés par les puissances de l'argent... Il y a quand même eu une idéologie puissante dans les années 80 qui a attaqué ces garants démocratiques. C'est pour ça qu'on est si mal. Évidemment, moi je serais prof, je me dirais que si je risque de me faire tuer en sortant du lycée... Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est un symptôme extravaquant qui ne dénonce pas seulement le terrorisme du fou qui a tué ou ce pauvre prof qui a exercé sa liberté de parole c'est : « Mais où sont les failles qui permettent que dans un pays démocratique on peut se faire tuer en étant infirmier ou boulanger ». Et là, on est en pleine terreur.

**C. (Psychologue) :**

Ça, et la peur du procès.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Mais ce ne sont pas les gens qui sont en faillite. Bien sûr c'est un criminel qui a tué et celui qui a été tué était un martyr mais où sont les autres à qui on devrait s'adresser pour dire : « Mais qu'est ce que vous faites ? Qu'est ce que c'est, de faire comme si ce n'était pas grave, de ne pas dire merde aux puissances d'argent criminelles ? » Je mélange tout mais, quand même, il y a quelque chose qui est une vraie réflexion sur ces cadres défaillants, ces cadres institutionnels. Alors ça peut être l'état, l'école, le médecin chef...

**C. (Psychologue) :**

Pour moi il ne sont même plus défaillants, ils sont pervertis.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Sauf qu'ils n'en sont pas conscients peut-être.

**V. (Professeur de philosophie) :**

Ensuite, comme disait Mathilde tout à l'heure, tout le monde est soumis au protocole en fait. Il y a à dire sur la logique systémique en question. Les institutions, c'est des gens qui, eux-même, ont des gens au dessus qui eux-même sont soumis à une logique. Donc il y a deux choses, il y a d'un côté les institutions qui sont défaillantes qui donc n'interviennent pas et qui laissent une sorte de chaos

d'état de nature s'installer entre les individus mais de l'autre, en même temps, il y a cette multiplication des règlements, des protocoles, des normes qui génèrent la souffrance.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est un double discours.

**V. (Professeur de philosophie) :**

C'est une ambivalence oui. C'est les deux à la fois. Donc si je comprends bien le but de recréer du commun, du lien, c'est d'agir, de pouvoir aussi s'adresser aux institutions pour les interpeller?

**Mathilde Malenfant :**

Le but du jeu c'est l'éthique des métiers. C'est la protection de l'éthique dans nos métiers. C'est que, par la constitution, on arrive à être protégés des ingérences administratives qui nous empêchent d'exercer dans un but ultra-capitaliste lié à l'incursion du système du privé dans le public. Qu'on ne puisse plus porter atteinte à la liberté d'exercer son métier, évidemment, au sein des seules limites qu'impose un système démocratique. Et que toutes les décisions soient prises après débat public. On a parlé lors de la réunion d'hier soir de quelque chose qu'il faut bien cerner : c'est parfois très difficile à voir. Voilà : on entreprend une bataille de l'ordre de la résistance dans un but démocratique, là on est quand même dans des idées qui ont une logique pérenne. Mais toute cette destruction des instances publiques et du lien démocratique, les problèmes liés à l'écologie... c'est court-termiste en réalité. C'est du moyen terme au mieux. Il n'y a pas de pensée à long terme. Hormis individuelle. Ce n'est pas pérenne et c'est très clair pour tout le monde, ni au niveau écologique, ni au niveau social, ni même au niveau économique de toute façon, ça se tire des balles dans le pied tout seul le néolibéralisme. Ça n'est pas pensé sur du long terme. Et ça, quand on est dans une bataille politique, sociale, basée sur une pensée à long terme, viable, constructible par ceux qui nous suivront, on a du mal à capter qu'en face on ne se bat pas avec une idéologie qui serait, certes contradictoire, mais de la même portée. Pour caricaturer c'est : « Je m'en fous parce que moi je veux ça tout de suite. »

**Alexandra Gal :**

La culture de l'immédiateté.

**Mathilde Malenfant :**

L'immédiateté ou le court terme. Qu'on continue à faire certaines choses au niveau écologique c'est catastrophique, tout le monde le sait.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

C'est alimenté par une idéologie puissante qui dit qu'il n'y a pas d'autre solution.

**J. (Développeur informatique) :**

C'est le contrepois du danger dans lequel on se sent. « Si je peux avoir ça je le prends ».

L'immédiateté a plus d'importance et plus de valeur si il n'y a pas de vision à long terme.

**Mathilde Malenfant :**

C'est une idéologie mais ce n'est pas une politique. On n'est plus dans un programme politique.

**C. (Psychologue) :**

L'action ce serait un peu : retrouver le citoyen derrière chaque individu. Parce qu'on nous fait croire qu'on a du pouvoir. Un pouvoir surévalué, un uber, un bien qu'on va acheter à la fnac... On nous fait croire qu'on a toutes les libertés du monde en permanence. Mais en réalité on ne les a pas, on est gouvernés par notre propre intérêt en permanence, quel que soit la situation qu'on vit dans la sphère publique, dans la sphère privée ou politique, on pense à soi tout le temps et on en oublie le citoyen qu'on est aussi en permanence. On oublie qu'on peut agir socialement d'un point de vue écologique par exemple.

**Joachim Expert :**

Oui, tous les jours, avec les gens qu'on voit, qu'on croise, avec qui on parle. Par exemple ton histoire de cafetier de tout à l'heure, ce serait : arriver à la ramener non plus à une opposition mais à un dialogue. « Je suis une personne je comprends que tu aies besoin d'avoir des gens dans ton bar jusqu'à une heure du matin, et que c'est normal que ça fasse du bruit, tu es une personne et tu comprends que ce bruit je ne peux pas vivre avec tous les jours jusqu'à une heure du matin. Comme nous sommes des citoyens nous avons la possibilité de trouver par le dialogue une situation qui n'est

pas une éternelle opposition. » Le but c'est que C. arrête d'avoir la tête comme ça, non pas à cause du bruit, mais parce qu'elle y pense. Parce qu'elle sent qu'il n'y a pas le respect indispensable à vivre ensemble.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

On pourrait dire que ça c'est l'aboutissement d'une dégradation. Lui qui se fout des règles, moi qui m'énerve... D'ailleurs ça m'excitait un peu de lui dire gentiment avec le sourire qu'il était un con. C'est important ces petites expériences qu'on vit parce que c'est là où on mesure comment on va se piéger soi-même dans la violence. Et du coup la violence je l'ai transportée à la mairie. Je leur ai dit « Alors ? Vous faites quoi vous ? » en les engueulant parce que j'étais une citoyenne angoissée.

**L. (Professeur des écoles) :**

C'est ce qui fait qu'on agresse l'infirmière, le prof...

**Mathilde Malenfant :**

Que le peuple s'oppose au peuple.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Je me suis dit : les élus n'ont pas le droit de nous dire qu'ils baissent les bras, qu'ils ne savent pas. « Je t'ai élu, tu me dois de faire quelque chose parce que moi je n'y comprends rien dans tout ce mille-feuille administratif français, vous faites des papiers glacés pour dire que les habitants ont des recours et ce n'est pas vrai ». Alors c'est intéressant ce dialogue citoyen parce que le cafetier me fait des tas de sourires maintenant. Il dit « Ah ! Avec vous on peut parler » parce que justement je ne lui ai pas planté un couteau dans le dos. Pendant quatre ans je n'ai pas pu rentrer mon vélo dans l'espace à vélo parce qu'il mettait ses poubelles. Je voulais comprendre pourquoi c'était si énervant ce genre de plainte. Où était le piège. Le policier qui me répondait à chaque fois que je téléphonais me disait : « ah mais ma pauvre dame... ». On te prend pour une idiote qui croit encore qu'il y a des policiers qui vont venir. C'est pour ça que j'étais étonnée qu'ils viennent vous embêter à quatre heures de l'après-midi, moi je n'y suis pas arrivée une fois en dix ans.

**Mathilde Malenfant :**

Il se peut qu'ils soient copains avec un policier.

**Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

À Paris, les flics venaient. Mais là : « Ah mais ma pauvre dame, qu'est ce que vous croyez, il nous manque ceci, cela, et si vous saviez dans quel état est la police, etc... » Il était peut-être d'extrême droite mais il avait le droit de se plaindre. Et je me disais : « Mais qu'est-ce que c'est que ce discours, qu'est ce que c'est que cette violence dans le langage ? » Je peux m'énerver aussi très facilement, je me contrôle parce que j'ai de l'éducation et puis que ça m'amuse de comprendre plutôt que d'être violente moi-même alors je lui ai dit : « Il y a des syndicats pour ça »... discussion à trois heures du matin, c'est rigolo. Qu'est ce que c'est que ce type qui a une fonction de garant de la loi qui répond à une petite dame énervée à trois heures du matin « Mais ma pauvre dame, qu'est ce que vous croyez, on a pas les effectifs pour intervenir, et puis nous on a des problèmes... ». Alors je lui dis : « Je comprend que vous ayez des problèmes, il y a des syndicats pour ça, mais comment on fait, là, parce qu'il y a de la violence dans le quartier ». Ça montait, le cafetier ne fermait pas à une heure mais à trois, du coup le vendeur de sandwiches à quatre heures et il y avait un gros trafic de drogue. On ne peut pas résoudre ces problèmes comme ça mais, puisqu'on parle ici de langage, c'est effrayant de voir qu'il y a cette acceptation de quelque chose qui pourrait devenir une terreur individuelle. Moi c'est ça qui me travaille, ce n'est pas qu'il y ait des drogués, je suis déjà descendue à trois heures du matin en peignoirs leur dire : « Hé les cocos... » Mais comment faire ce travail.

Bon ça dépasse peut-être l'Appel des appels ?

**Mathilde Malenfant :**

Je crois qu'on est en plein dedans. Le policier n'exerce pas son métier et il explique très bien qu'il ne peut pas. Et il n'y a pas de débat, on ne se réunit pas pour nous demander comment on va s'y prendre, puisque la police n'intervient pas, pour savoir quel recours on a. C'est pareil pour l'école qui décide de sortir pour le carnaval. On est pas en temps de guerre déclarée, on se réunit pour voir combien de parents seraient d'accord pour aller faire pression sur la mairie et de quelle façon, légale et non-violente mais inattendue.

### **Ch. (Psychologue / Psychanalyste) :**

Oui, une réaction démocratique. Qui existe d'ailleurs parce que je dis pis que pendre de la mairie mais j'ai assisté à des débats avec tous les cafetiers du quartier, c'était rigolo. Il y a du boulot ! Mais il n'empêche qu'en sortant, même le gars le plus agressif, parce que c'est des gros bras, si on ne s'y prend pas trop mal, il sourit. Ils viennent vous voir en disant : « C'est rigolo de causer avec vous ». Donc il y a de l'espoir. Sauf que ce qui m'a frappée dans cette mini-expérience c'est que les représentants élus qui sont des fonctions démocratiques, ne disent rien. Ça, ça m'a sciée. Là il y a un énorme travail à faire. Ils n'ont que le langage de la « com maintenant ».

### **Mathilde Malenfant :**

A l'Orchestre National de Lyon il y a une cinquantaine d'administrateurs et divers employés non-musiciens pour 104 musiciens. Il a fallu l'intervention de Nathalie Perrin-Gilbert<sup>16</sup> pour que le dialogue s'ouvre sur les salaires et c'est la première fois de puis très très longtemps.

### **J. (Développeur informatique) :**

Pareil dans mon travail : il y a des équipes de développement, plusieurs projets, on est surchargés, il faut absolument embaucher des développeurs, on recrute, mais comme les projets prennent du retard et qu'on traite ce qui est urgent, et que du coup ce qui est important devient urgent on le traite jusqu'à ce que le reste redevienne urgent... bref, les projets sont décalés, les projets se passent devant alors la conclusion... : c'est qu'il manque des chefs de projet parce que c'est mal administré. Donc on va recruter des chefs de projet alors qu'il manque juste des gens qui font. C'est connu, un chef de projet en informatique il peut faire accoucher neuf femmes en un mois. Il se débrouille : ça met neuf mois ? Alors on rajoute huit femmes, ça réduit les délais.

### **Mathilde Malenfant :**

Seulement ça sous-entend, par exemple sur cet exemple précis, que la décision appartient à quelqu'un d'autre et ce quelqu'un d'autre, soit ne prend pas les décisions, soit va appliquer un protocole qui fait que sa décision ne répond pas au besoin réel. Donc qu'est-ce que tu fais ? Et bien ce qu'on propose c'est, au moins pendant un moment, de dire : « Nous on a besoin d'un développeur donc la personne que vous avez embauchée qui est chef de projet et dont nous n'avons pas besoin, on vous préviens poliment, on n'écouterà pas ce qu'elle nous dit parce qu'en plus du fait qu'on en a pas besoin on va passer le temps qu'on a pas à attendre qu'elle se forme sur le projet et à l'écouter. Par contre on a vraiment besoin d'un développeur alors on mutualise notre salaire pour en prendre un autre. » On ne peut pas faire ça tout le temps mais à court terme le marronnage se trouve là aussi. Si j'aime mon métier, que nous sommes plusieurs à voir que le système ne nous permet pas de l'exercer, sans sortir de la loi, je prends sur moi, on prend tous un peu sur nous le temps, l'argent etc... nécessaires. C'est prouver que c'est comme ça que ça marche le mieux. La prochaine fois, les prochaines fois, ils emploieront un développeur, pas un chef de projet. C'est tout à fait possible de se réunir et de se dire : « Est-ce qu'on est tous d'accord, non pas pour se saigner mais juste mettre un petit peu de chacun pour pouvoir fonctionner comme on a besoin de fonctionner dans nos métiers ? » Ce n'est qu'un passage mais il me semble obligé de réunir la raison, c'est-à-dire la conscience de ce qui va dans le sens des métiers, et les moyens administratifs et financiers. C'est injuste mais on ne peut pas rester en position d'attente jusqu'à ce que plus rien ne marche. Je pense que si, petit à petit, les actes démocratiques se substituent à ceux qui empêchent, de fait, ceux qui prennent les décisions ne pourront pas rester dans l'illégalité. Trouver, à plusieurs, la solution et faire. C'est là que s'ouvre le débat, qu'on récupère sa capacité d'action. On n'est pas dans la demande, l'attente, dans cette dialectique néocolonialiste qui nous fait nous dire que c'est l'autre qui a le pouvoir de décision et qu'on n'y peut rien.

### **Joachim Expert :**

Il faudrait aussi faire des dossiers sur les gens qui mettent des freins, sur les problèmes de fonctionnalité. Parce que le jour où l'élu se fait mousser parce qu'il y a quelque chose qui marche bien alors qu'en fait c'est des autres qui ont tout fait, tu sors le dossier...

---

16 Adjointe au maire de Lyon, déléguée à la Culture depuis juillet 2020. (Maire du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon de 2001 à 2020,)

**Mathilde Malenfant :**

Il y a besoin de référencement, pas pour faire taire les gens, mais pour leur demander d'eux même se respecter assez pour dire la vérité. C'est quand même ça le but, ce n'est pas d'aller les assommer, les humilier, c'est de les responsabiliser.

**Joachim Expert :**

Et c'est faire en sorte que cette esprit remonte les hiérarchies pour changer les mentalités. Les cadres et directeurs sont tout autant surchargés. Dans son livre sur les EHPADS<sup>17</sup>, Castanet parle des contraintes des directeurs. C'est un enfer qu'on leur fait vivre. Ils ont des contraintes informatiques insolubles, ils demandent des effectifs et ont leur dit non, ils ont des réunions tous les mois où ils se font traiter, humilier par la direction du groupe, c'est une horreur ! Et par effet de glissement ça se transmet jusqu'aux résidents qui vivent l'horreur. Il faut que ça remonte petit à petit pour que le marronnage soit partout.

**Mathilde Malenfant :**

Ça sous-entend de ne pas rester sur cette façon égoïste, dans le sens de mettre son ego au milieu, qui dit, en fait, que « Ça, ça m'est dû, normalement ça m'est dû donc je vais attendre qu'on me le donne ». Ce n'est pas que ça m'est dû c'est que j'en ai besoin, j'ai une conviction, on est plusieurs à en avoir besoin, on en a discuté, et on cherche ensemble une solution qui effectivement va faire que ce n'est pas le dû qui va m'arriver, c'est ce que j'aurai, ce qu'on aura créé. Et oui, ça veut dire mettre en commun des moyens et oui, ça veut dire parfois ne pas avoir l'entièreté de « ce qui m'est dû ». ça sous-entend une mutualisation. Alors évidemment, normalement, c'est à l'État de mutualiser. On fonctionne avec les impôts pour ça justement, mais si l'État ne le fait plus vraiment, ou pas assez, alors nous, on peut mutualiser, on a pas besoin d'attendre. On peut mutualiser dans une certaine mesure, dans la mesure de chacun, les possibilités de chacun. C'est la même chose entre copains, quand on ne peut pas acheter seul quelque chose dont on est plusieurs à avoir besoin. C'est tout bête.

**J. (Développeur informatique) :**

Re-communautariser le quotidien.

**M.(Étudiante) Alexandra Gal et T. (Étudiant) :**

On a parlé hier des réseaux sociaux après la réunion, il faut passer par là pour essaimer le plus possible.

**Mathilde Malenfant :**

Je suis persuadée qu'on a plus à perdre en voulant à tout prix transmettre plutôt qu'en étant attentifs à garder une éthique. Je suis d'accord pour que le langage des jeunes, tant qu'il n'est pas appauvri, tant qu'il n'est pas la raison de la récupération et de l'appauvrissement du langage, soit employé. C'est une évidence qu'il faut parler afin d'être compris donc d'utiliser le langage qui sera compris par celui à qui on s'adresse. Mais il faut, en ce qui concerne cette résistance pour l'éthique des métiers et le débat public, amener les personnes à souhaiter s'éduquer et ne pas tomber dans l'écueil de vouloir plaire pour se sentir rassuré. C'est une conviction intérieure qui fait qu'on finit par convaincre, pas la com qui elle est liée au risque de tomber dans la dialectique qu'on veut éviter. L'autre risque à se concentrer sur le fait de convaincre plutôt que d'agir c'est de se retrouver à attendre pour mutualiser les actions pour pouvoir récupérer de l'éthique dans nos métiers.

**J. (Développeur informatique) :**

Je pensais au fait qu'on est beaucoup plus nombreux maintenant qu'à la sortie de la seconde guerre mondiale, que l'accès au travail est beaucoup plus compliqué. Et exercer un métier qui nous plaît ce n'est pas si courant.

**Mathilde Malenfant :**

Dans une vidéo de l'Appel des appels il y a un intervenant qui s'appelle Stéphane Veyer et qui parle d'une organisation qui fonctionne sur le mode des coopératives ouvrières<sup>18</sup>. Ça s'appelle

17 Victor Castanet - « Les fossoyeurs » 2022 éd. Fayard

18 « Appel des appels : Propositions alternatives » : [https://youtu.be/f\\_6OCKsEVZo?t=3469](https://youtu.be/f_6OCKsEVZo?t=3469) tirée du cycle de vidéos des « Journées de l'Appel des appels » les 13 et 14 octobre 2017 : « Ubérisation et démantèlement des institutions » et « Vivre et travailler à l'épreuve de la précarité : quelles sont les propositions pour sortir de ce processus ? » : <http://www.appeldesappels.org/l-appel-des-appels-remettre-l-humain-au-crur-de-la-societe/videos-de-nos-journees>

Coopaname. Il explique comment le statut d'auto-entrepreneur a récupéré puis plombé les travailleurs qui voulaient se mettre à leur compte en faisant miroiter une autonomie, notamment éthique, mais ce statut sort les travailleurs des droits sociaux des employés. C'est-à-dire que pour « réduire » le chômage on propose aux chômeurs de sortir du droit du travail. Alors ça a été catastrophique pour beaucoup parce que c'est devenu un vivier à pomper pour tous ceux qui pouvaient proposer des micro-crédits etc... Une pensée à court terme au détriment des travailleurs et de l'humain. Et ce Stéphane Veyer et d'autres, pour palier à ça, ont réfléchi à adapter le fonctionnement des coopératives ouvrières aux ouvriers modernes. Alors tu as, je ne sais pas, un écrivain, quelqu'un qui fait des vêtements, des bijoux, un tourneur-fraiseur, un informaticien, un musicien... et une seule entreprise qui salarie tout le monde. Donc la personne exerce son métier comme un auto-entrepreneur mais c'est la coopérative qui le salarie, donc il bénéficie de la couverture sociale des salariés. Et toutes les décisions sont prises en commun, après débat public. Tout le monde est dans la mutualisation des moyens et participe à la prise de décision. Ça fait des années et ça marche.

**J. (Développeur informatique) :**

Ils se sont dit que comme réseau social ils allaient faire une entreprise, niveau armement légal c'est mieux. C'est une super idée. Mais du coup il faudrait presque une entreprise par quartier.

**Mathilde Malenfant :**

C'est ce que je me dis.

**J. (Développeur informatique) :**

Ça rejoint ce que je disais : re-communautariser. Ça vaut le coup de rédiger un manifeste exhaustif là dessus et de le mettre dans les savoirs à disposition.

**Mathilde Malenfant :**

Je suis tout à fait d'accord !

**J. (Développeur informatique) :**

Je vais aussi m'occuper de chercher des informations sur les monnaies fondantes et les monnaies locales, c'est un concept qui me plaît beaucoup. Tu ne peux pas capitaliser avec. Ce n'est pas anti-capitaliste, c'est juste que ce n'est pas compatible avec la capitalisation. C'est l'histoire du voyageur qui arrive dans une ville et qui prend une chambre d'hôtel. Il paye 100 euros. L'hôtelier va rembourser les 100 euros qu'il devait au boucher qui va voir le cafetier pour lui rembourser aussi les cent euros qu'il lui devait... puis le voyageur revient et dit que finalement il ne reste pas et récupère ses 100 euros. C'est pour dire que suivant le fonctionnement, quand tu es dans une même zone monétaire il n'y a pas de dette. Tout s'auto-rembourse. Et à l'échelle d'une ville, d'une zone monétaire, si tu veux capitaliser, il faut que ça vienne de l'extérieur. Tant qu'il y a du tourisme tu peux fonctionner de manière capitaliste sinon ça ne peut pas marcher à long terme. Sinon tu t'endettes.

**PAUSE**

**Alexandra Gal :**

J'ai parlé avec V. qui est aide-soignant pendant la pause, il vit des choses que je connais, qu'on vit au quotidien. Il fait de l'intérim dans les EHPAD en ce moment et il est mis à mal. Il dit : « On parle de Korian et Orpéa mais des fois je me dis que si j'allais chez eux je trouverais mieux que ce que je vois là ». Les problématiques dont il m'a parlé sont de l'ordre de la maltraitance. À un moment il travaillait en binôme avec quelqu'un qui était maltraitant avec les patients donc il l'a dit et il a rappelé la cadre le lendemain. Il n'y est pas obligé, il est intérimaire.

**Mathilde Malenfant :**

Il avait déjà fait ça au début de ses études, il était en stage à l'hôpital. Il a signalé une maltraitance et le résultat a été que sa superviseur lui a mis une énorme pression et une note qui a plombé son dossier.

**Alexandra Gal :**

Là il racontait qu'il se sentait très légitime de signaler ce comportement mais que derrière il a fait deux jours de dépression. La cadre ne l'a qu'à moitié écouté et ce qui l'a sauvé c'est qu'une infirmière l'a appelé en lui disant qu'elle le soutenait complètement et de ne pas s'inquiéter. Et la nuit en hôpital c'est dur mais la nuit en EHPAD, il y a de quoi être traumatisé.

**Mathilde Malenfant :**

J'ai entendu Roland Gori parler du traumatisme : Il dit que c'est moins la situation elle-même qui crée un traumatisme que notre état d'impréparation à cette situation. Il fait le parallèle avec la période du Covid. Le traumatisme de la population est plus dû par exemple à l'externalisation de la production des masques et la fermeture des lits d'hôpitaux qu'à la maladie elle-même. Mais il y a un déni, une obligation de justification, d'identification du traumatisme.

**Alexandra Gal :**

On se dit que ce qu'on vit fait partie de nos métiers et ce n'est qu'en en parlant de manière interprofessionnelle qu'on s'entend dire : « Mais c'est normal que tu craques ! ».

**Mathilde Malenfant :**

Parce que si tu ne parles qu'avec des soignants, il y a souvent une dureté face à ton traumatisme : « Oui, moi aussi j'ai déjà vécu ça, ça arrive, il faut avancer. » C'est ça, trouver une justification superficielle parce que la douleur de l'autre risque de me faire vivre la mienne.

**J. (Développeur informatique) :**

Ça me rappelle ma formation en informatique. Pendant plus d'un an tout était dur, difficile. On en parlait avec les profs qui nous répondaient : « Comparez ce que vous faites là avec ce que vous faisiez avant. C'est de plus en plus dur donc c'est normal que vous galériez tout le temps. Si vous galérez de façon constante c'est que vous progressez. » Si on s'habitue à ce qui ne va pas, qu'à un moment on en peut plus et qu'à ce moment là on en parle à quelqu'un, ce que tu montres, bien sûr que c'est énorme. On te dis : « Tu as tenu tout ça et « ça » c'est de trop ? Mais ça aurait dû t'arriver bien avant, ce n'est pas normal ce que tu vis. »

**Alexandra Gal :**

Mais ça vient souvent de quelqu'un de l'extérieur.

**J. (Développeur informatique) :**

Oui parce que pour toi c'est juste dur de façon constante. Mais c'est parce que tu t'habitues. Tu es pris dans une courbe qui fait que tu supportes l'insupportable et que tu te demandes pourquoi à un moment tu craques.

**Mathilde Malenfant :**

Ça rejoint la notion d'habitus, supporter l'insupportable devient à la fois banal puisque c'est le cas pour tous dès qu'on ouvre les yeux et à la fois dans l'instinct collectif c'est devenu normal de voir le fait de craquer comme un déshonneur, une faiblesse. Et puis le fait de craquer, dans ce que vous dites, c'est aussi lié à la surprise de reconnaître d'un coup dans la parole de l'autre qu'on en peut plus. On n'y est pas préparé.

**J. (Développeur informatique) :**

J'ai fait du karaté et le Senseï nous disait que si il nous arrivait de nous battre, de devoir nous défendre, il fallait qu'on se prépare à prendre des coups mais qu'il faut aussi se préparer instantanément à faire mal. Parce qu'à un contre deux ou un contre trois tu ne peux pas hésiter. Même lors d'une agression on se convainc que ce n'est pas possible, qu'on ne va quand même pas se battre et on ne se prépare pas.

**Alexandra Gal :**

Je ne sais pas si tu peux l'anticiper, ça, quand tu es dans une posture de bienveillance.

**Joachim Expert :**

Mais la potentialité d'agression, il faut s'y préparer.

**Mathilde Malenfant :**

Là on parle du Covid donc ce n'est pas comme si il y avait eu je ne sais combien de scientifiques qui avaient dit : « Attention le permafrost, attention l'anthropocène a de vraies conséquences là... » et d'autres : « Attention l'externalisation de la fabrique des masques et la fermeture de lits

d'hôpitaux ». Bref.

**J. (Développeur informatique) :**

Je pense que dans les métiers très empathiques l'auto-préservation c'est contre-intuitif.

**Mathilde Malenfant :**

Si tu veux pouvoir soigner tu as besoin d'être préservé. C'est très difficile. Dans les métiers du soin ou de l'éducation on te dit de ne pas t'impliquer émotionnellement, ce qui est impossible. Mais ça sert à dédouaner ceux qui te demandent d'appliquer des protocoles : c'est à toi de ne pas t'investir émotionnellement. C'est impossible, tu peux avoir la formation que tu veux, à part une formation de robot, tu ne peux pas te couper de tes émotions sur le long terme au sein de ton métier. Tu peux les décaler.

**J. (Développeur informatique) :**

Tu feras des cauchemars après mais sur le moment tu appliques le protocole.

**Alexandra Gal :**

Pendant la pause L. est partie en me disant que ce qui l'intéresse dans l'Appel des appels c'est le réseau d'aide.

**J. (Développeur informatique) :**

Tout le monde a l'air intéressé, à travers les mots que j'ai entendus tout le monde a l'air d'en avoir besoin.

**Mathilde Malenfant :**

Des axes de travail il y en a plein, partout, tout le temps. Nous on en propose quelque uns mais...

**Alexandra Gal :**

Oui, le propos même de notre travail c'est de ne plus attendre d'être pris en charge.

**Mathilde Malenfant :**

De se sentir créateur du lien même dont on a besoin.

Fin de l'échange